

CARTOGRAPHIE DU RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT 2014

La cartographie est une opération fondamentale dans la préparation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH). Grâce à un découpage optimal du territoire national, cette opération consiste à mettre au point et à identifier des zones géographiques permettant de procéder, lors du recensement, au ratissage exhaustif de la population du pays sans omission ni double compte. Chacune de ces zones, appelée communément "district de recensement" est confiée, lors du RGPH, à un agent recenseur. En effet, et dans le souci d'assurer une organisation optimale des travaux du recensement de la population sur le terrain, la cartographie constitue des districts relativement homogènes du point de vue taille et, par conséquent, masse des travaux que chaque agent recenseur est appelé à réaliser pendant la période d'exécution du recensement.

Par ailleurs, outre ce découpage en districts, l'opération cartographique vise également à mettre au point une documentation fiable en cartes et en données géographiques permettant de localiser sans ambiguïté, au niveau de chaque district, les ménages et les différents éléments de l'infrastructure de base.

La cartographie permet également d'introduire d'autres informations géographiques dans l'objectif de développer et d'améliorer le contenu et la performance du Système d'Information Géographique du Haut-Commissariat au Plan.

L'approche méthodologique de la cartographie tient compte principalement des principaux objectifs de l'opération cartographique, du cumul d'expériences en matière de méthodologies de la cartographie des recensements précédents, du support cartographique du dernier recensement disponible sur fichier numérique et de la disponibilité de la couverture du territoire national en images satellitaires.

OBJECTIFS DE LA CARTOGRAPHIE

Les principaux objectifs de l'opération cartographique consistent à :

- permettre une couverture totale, par des cartes fiables, du territoire national (milieu urbain et rural);
- fournir un découpage de ce territoire en districts de recensement pour assurer, lors du RGPH, un ratissage exhaustif de la population du Maroc sans omission ni double compte;
- produire des dossiers cartographiques fiables permettant de localiser aisément les ménages à recenser lors du RGPH;
- mettre au point une organisation optimale ainsi que la logistique (moyens humains et matériels) à mettre en œuvre pour assurer la réussite de l'exécution du RGPH;
- constituer une base de sondage aréolaire pour les besoins d'échantillonnage des enquêtes post censitaires;
- permettre d'actualiser la base de données cartographiques.

PRÉPARATIFS

La préparation de la cartographie du RGPH a été à l'origine de la décentralisation du SIG en dotant les directions régionales du HCP en matériels, logiciels et bases de données et en formant le personnel régional pour répondre aux besoins de l'opération ainsi que des utilisateurs à l'échelle régionale, provinciale et locale. Elle a aussi poussé à l'actualisation des bases de données géographiques régionales (nouveau découpage administratif) et à l'actualisation des codes géographiques.

MOYENS MOBILISÉS

Pour la réalisation de l'opération cartographique, il a été fait recours à une organisation hiérarchique du personnel mobilisé. Ainsi, ont été mobilisés 15 responsables centraux, 16 responsables régionaux, 56 superviseurs provinciaux, 130 contrôleurs et 240 agents cartographes en plus de 200 véhicules avec leurs chauffeurs. Pour faire face à de tels besoins, et en plus de ses propres ressources, le Haut-Commissariat au Plan a fait appel, par voie d'appels d'offres, à des sociétés privées pour la location de véhicules et pour la mise à disposition de personnel temporaire (agents cartographes et chauffeurs).

SUPPORTS CARTOGRAPHIQUES

En plus du fichier cartographique du recensement précédent (2004) disponible sur fichier numérique, l'utilisation des images satellitaires (IS) a permis d'améliorer le fichier cartographique, de produire des cartes de qualité et d'assurer une continuité spatiale entre communes limitrophes (qu'elles soient urbaines ou rurales).

METHODOLOGIE

L'approche cartographique adoptée en milieu urbain repose sur la notion d'îlot. Un îlot est défini comme étant un ensemble continu de constructions. Il est généralement limité par plusieurs voies publiques (rue, avenue, zenkat...) ou par un terrain vague. Elle consiste essentiellement à relever la forme et le positionnement actuels des îlots et de les reporter selon une échelle appropriée sur la carte. Parallèlement à ce travail cartographique, sont collectées un certain nombre d'informations se rapportant aux éléments constituant l'îlot : constructions, ménages, locaux à usage professionnel, etc. Ces données permettront essentiellement de former des districts permettant de mener à bien les travaux de collecte des données du RGPH de 2014.

La méthodologie adoptée pour le milieu rural vise un découpage exhaustif de l'espace rural en un nombre entier de districts de recensement ayant des limites claires et bien définies. Il s'agit de définir des espaces intermédiaires appelés segments qui forment, par assemblage, les districts de recensement. Un district est composé d'un nombre entier de segments alors qu'un segment est une zone géographique ayant des limites claires et pérennes abritant des ménages (entre vingt et quarante). La mise en œuvre de cette approche tient compte des particularités géographiques et humaines propres à ce milieu à savoir la nature du relief, le mode d'implantation de la population (douars groupés, dispersés ou éclatés), l'appartenance administrative ou ethnique des habitants et les types de repères naturels et artificiels à utiliser pour délimitation cartographique des entités cibles (commune, district, segment).

RESULTATS DE LA CARTOGRAPHIE DU RGPH 2014

L'opération cartographique a abouti à la formation de 48 517 districts à ratisser durant la période d'exécution du prochain recensement (34 142 en milieu urbain et 14 375 en milieu rural) ainsi qu'à la constitution de 16 714 secteurs de contrôle (11 445 en milieu urbain et 5 269 en milieu rural) et de 1 252 zones de supervision.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Comptes nationaux trimestriels.....	3
Cartographie du RGPH 2014.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Avril 2014 N° 200

BULLETIN MENSUEL

PRIX

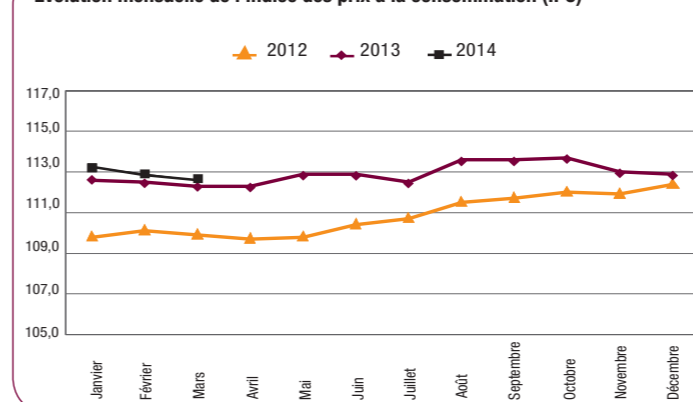
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de mars 2014, une baisse de 0,3% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,7% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,4% au cours du mois de mars 2014. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des trois premiers mois de 2014, par rapport à celui de la même période de 2013, s'établit à +0,4%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEV. 2014	MARS 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Produits alimentaires	120,1	119,3	-0,7	120,9	120,1	-0,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	120,4	119,4	-0,8	121,4	120,4	-0,8
Boissons alcoolisées et tabac	116,3	116,3	0,0	110,8	116,3	5,0
Produits non alimentaires	108,0	108,0	0,0	106,5	107,9	1,3
Articles d'habillement et chaussures	111,9	111,9	0,0	109,2	111,9	2,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	107,2	107,2	0,0	105,9	107,2	1,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,9	108,2	0,3	107,3	107,9	0,6
Santé	105,4	105,4	0,0	104,3	105,4	1,1
Transport	111,9	112,0	0,1	109,2	111,5	2,1
Communication	59,5	59,5	0,0	65,4	59,5	-9,0
Loisirs et culture	96,4	96,4	0,0	97,4	96,5	-0,9
Enseignement	134,2	134,2	0,0	129,6	134,2	3,5
Restaurants et hôtels	118,9	119,3	0,3	115,1	119,0	3,4
Biens et services divers	113,2	113,2	0,0	111,6	113,2	1,4
Indice général	113,0	112,7	-0,3	112,5	113,0	0,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEV. 2014	MARS 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Agadir	111,8	111,8	0,0	111,4	111,8	0,4
Casablanca	115,2	114,4	-0,7	114,9	114,9	0,0
Fès	114,3	113,6	-0,6	112,4	114,0	1,4
Kénitra	112,3	112,3	0,0	111,9	112,4	0,4
Marrakech	113,4	113,4	0,0	112,6	113,4	0,7
Oujda	113,1	112,4	-0,6	111,8	113,0	1,1
Rabat	110,9	110,9	0,0	110,3	110,9	0,5
Tétouan	111,8	111,8	0,0	111,1	111,9	0,7
Meknès	114,4	114,0	-0,3	113,8	114,5	0,6
Tanger	114,0	114,2	0,2	114,1	114,3	0,2
Laâyoune	112,5	112,0	-0,4	112,0	112,4	0,4
Dakhla	112,0	111,3	-0,6	111,8	111,6	-0,2
Guelmim	112,1	112,3	0,2	111,8	112,4	0,5
Settat	112,7	112,0	-0,6	112,9	112,8	-0,1
Safi	107,8	108,2	0,4	107,5	108,2	0,7
Beni-Mellal	111,5	111,1	-0,4	111,7	111,6	-0,1
Al-Hoceima	113,2	112,8	-0,4	113,4	113,1	-0,3
Ensemble	113,0	112,7	-0,3	112,5	113,0	0,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de mars de l'année 2014, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Casablanca avec 0,7%, à Settat, Oujda, Fès et Dakhla avec 0,6% et à Laâyoune, Beni Mellal et Al-Hoceima avec 0,4%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Safi avec 0,4% et à Tanger et Guelmim avec 0,2%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des trois premiers mois de 2014 par rapport à la même période de 2013 des hausses, notamment, à Fès avec 1,4%, à Oujda avec 1,1%, à Marrakech, Tétouan et Safi avec 0,7% et à Rabat et Guelmim avec 0,5%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Al-Hoceima avec 0,3%, à Dakhla avec 0,2% et à Settat et Beni-Mellal avec 0,1%.

Evolution des variations interannuelles de 2012 à 2014

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	MARS/MARS (1)	LES TROIS PREMIERS MOIS (2)
2012	0,3	0,5
2013	2,2	2,4
2014	0,4	0,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des trois premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à mars		
	2013	2014*	VAR.%
Pêche			
Débarquement des produits de la pêche cotière et artisanale			
Poids (en tonne)	250 087	216 586	- 13,4
Valeur (en milliers de dirhams)	1 380 394	1 129 240	- 18,2

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à février		
	2013	2014*	VAR.%
Energie			
Production nette de l'électricité (GWh)	3 948	4 410	4,1
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes) ⁽¹⁾	464	619	33,4
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	2 358	2 169	- 8,0

(1) Situation au mois de janvier.

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2013	2014*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	45 425	46 641	2,7
Biens	28 611	29 479	3,0
Services	16 814	17 162	2,1
dont : voyages	7 996	7 907	- 1,1
Importations	65 309	66 625	2,0
Biens	55 076	57 388	4,2
Services	10 233	9 237	- 9,7
Solde commercial	- 19 884	- 19 984	
Taux de couverture (en %)	69,6	70,0	
Recettes M.R.E.	9 014	8 782	- 2,6

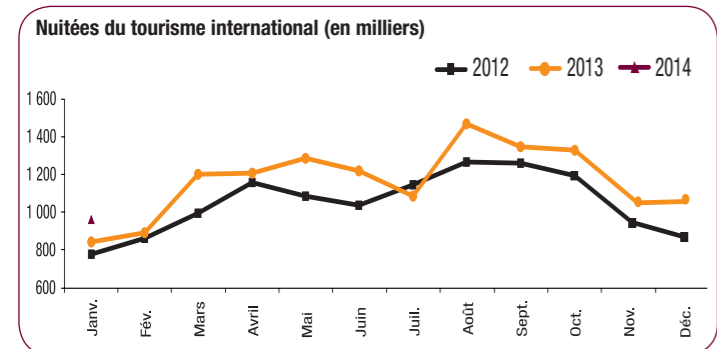
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation au mois de janvier		
	2013	2014	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	1 220	1 333	9,2
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	845	964	14,0

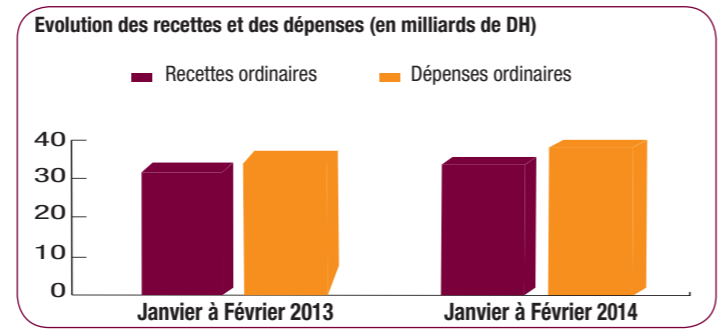
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Recettes ordinaires	30 827	33 121	7,4
Dépenses ordinaires	38 459	39 884	3,7
Dette publique	3 676	3 669	- 0,2
Investissement	9 773	12 493	27,8
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	3 654	- 419	
Déficit / Excédent global	- 13 751	- 19 675	

Source : Ministère de l'Économie et des Finances.

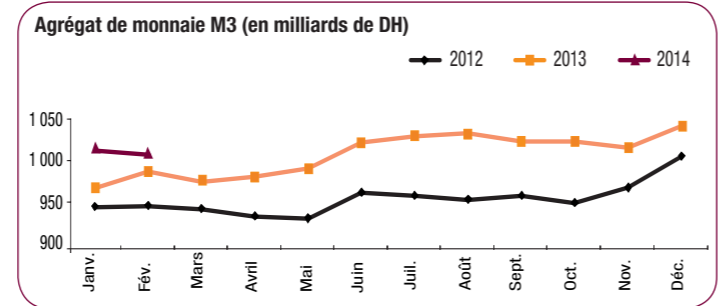


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	971 815	998 236	2,7
Agrégats de placements liquides	372 286	419 498	12,7
Contreparties de la monnaie M3⁽¹⁾	971 815	998 236	2,7
Créances sur l'économie	810 651	833 393	2,8
Créances nettes sur l'administration centrale	136 526	147 479	8,0
Réserves Internationales Nettes	144 854	151 336	4,5
Ressources à caractère non monétaire	155 128	158 222	2,0
Autres contreparties de M3	34 913	24 251	- 30,5

(1) Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de février		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	9 117	2 313	- 74,6
Capitalisation boursière (en millions de DH)	426 378	467 145	9,6
Indice MASI	8 932,82	9 442,36	5,7
Indice MADEX	7 273,49	7 686,07	5,7
O.P.C.V.M.	28 Fév. 2014	28 Mars 2014	VAR.%
Nombre	374	374	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	243 916	253 570	4,0

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Quatrième trimestre 2013

L'arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2013 montre que la croissance économique nationale a été de 4,5% au lieu de 2,3% durant le même trimestre de l'année 2012. En effet, la valeur ajoutée agricole en volume, corrigée de variations saisonnières (cvs), s'est accrue de 18,5% au lieu d'une baisse de 9,1% le même trimestre de l'année précédente, alors que celle des activités non agricoles a été en ralentissement avec une croissance de 2,4% au lieu de 4%.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accrue de 2,2% au cours de ce dernier trimestre de l'année 2013 au lieu d'une baisse de 0,7% la même période de l'année précédente. Ceci résulte de l'augmentation de l'activité de l'électricité et eau de 5,7% au lieu d'une baisse de 1,9%, du bâtiment et travaux publics de 3,2% au lieu de 0,7%, des industries de transformation de 2,7% au lieu de 0,1% et de la diminution des activités de l'industrie d'extraction de 1,9% au lieu d'une baisse de 3,7%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, en revanche, a continué d'afficher un ralentissement de son rythme de croissance, se situant à 2,9% au lieu de 6,4% le quatrième trimestre de l'année précédente. A l'exception de l'activité du commerce qui s'est améliorée de 4,1% contre 1,4%, ce ralentissement a été observé dans les diverses branches d'activité de ce secteur :

- les hôtels et restaurants, avec une croissance de 4,1% au lieu 8,8% ;
- les transports avec 2,6% au lieu 5,3% ;
- les postes et télécommunications, avec 8,8% au lieu de 28,6% ;
- les services rendus aux ménages et aux entreprises, avec 3,1% au lieu de 5,3% ;
- les services financiers et assurances, avec 1,2% au lieu de 3,6% ;
- les services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale, avec 0,3% au lieu de 6,1% ;
- les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, avec 2,1% au lieu de 5,2%.

Aux prix courants, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru de 5% au lieu de 3,7% la même période de l'année 2012, ce qui dégage une légère hausse du niveau général des prix (prix implicite du PIB) de 0,5% au lieu de 1,4%.

Au niveau des emplois du PIB en volume, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 4,9% au lieu de 3,5% la même période de l'année précédente. En revanche, la consommation finale des administrations publiques a connu une progression moins forte que l'année dernière de 3,8% au lieu de 9,1%. De son côté, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a marqué une diminution de 1,5% au lieu d'une baisse de 0,8%. Globalement, la demande intérieure a continué à afficher une augmentation qui a été de 2% au lieu de 1,3% contribuant avec 2,1 points à la croissance au lieu de 1,3 point une année auparavant.

Dans cette croissance, la contribution des échanges extérieurs de biens et services a été de 2,4 points au lieu de 1 point. Les exportations de biens et services ont, en effet, connu une hausse de 3% au lieu de 5,2%, les importations ayant diminué de 4% au lieu d'une hausse de 1,7%.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible s'est accru de 7,7% au lieu de 2,2% et l'épargne nationale a atteint 28,4% du PIB au lieu de 26,2% l'année précédente.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998

	Situation au mois de février		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998			
Dépenses de consommation finale des ménages	103 109	108 161	4,9
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	28 096	29 153	3,8
Formation brute de capital	52 185	51 412	- 1,5
Exportations de biens et services	54 575	56 210	3,0
Importations de biens et services	- 61 245	- 58 766	- 4,0

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	Situation au mois de février		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)			
Revenu national brut disponible	221 562	238 712	7,7
Épargne nationale brute	55 813	63 465	13,7

Valeur ajoutée (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

Secteur/Branche	Situation au mois de février		
	2013	2014*	VAR.%
Secteur agricole	25 076	29 724	18,5
Secteur non agricole	128 247	131 365	2,4
Pêche	1 011	877	- 13,3
Industrie d'extraction	3 404	3 340	- 1,9
Industries de transformation	21 949	22 532	2,7
Electricité et eau	5 570	5 889	5,7
Bâtiment et travaux publics	8 117	8 374	3,2
Commerce	17 264	17 972	4,1
Hôtels et restaurants	3 093	3 219	4,1
Transports	8 838	9 072	2,6
Postes et télécommunications	15 286	16 631	8,8
Activités financières et assurances	9 508	9 626	1,2
Services rendus aux entreprises et services personnels	18 435	19 007	3,1
Administration publique générale et sécurité sociale	13 763	13 798	0,3
Education, santé et action sociale	13 973	14 272	2,1
Branche fictive	- 8 089	- 8 177	1,1
Impôts sur les produits nets des subventions	20 816	21 150	1,6
Produit intérieur brut en volume	174 649	182 442	4,5
PIB hors agriculture	148 956	152 476	2,4
Produit intérieur brut en valeur	213 144	223 775	5,0

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du PIB et ses emplois (en %)

